

Congrès de DÉFI du 27 janvier 2019

Perwez

Discours d'Olivier Maingain Président de DÉFI

Mesdames, Messieurs,
Chères amies, chers amis,

Je vous présente mes vœux les plus amicaux pour cette année 2019. Que chacun d'entre vous puisse poursuivre ses projets familiaux, professionnels, ses engagements dans la vie sociale dans le respect de ses convictions les plus sincères.

Cette année nous invite à un nouveau rendez-vous électoral. Avec tous les candidats de DÉFI présents en Wallonie, à Bruxelles et en périphérie, je conduirai cette nouvelle campagne électorale avec combativité et la conviction que DÉFI peut une nouvelle fois faire la différence car, comme vous, je perçois qu'il y a une exigence légitime des citoyens pour que les candidats aux élections leur parlent avec clarté des véritables enjeux et assument la responsabilité de choix clairs, sans biaiser, sans tricher et sans renier leur parole et leurs engagements pris devant l'électeur.

La chute du gouvernement de Charles Michel a mis fin à l'une des plus grandes tromperies de l'histoire politique de notre pays. Le MR assumera pour longtemps la lourde responsabilité d'avoir amené au gouvernement belge la N-VA qui fait honte à nos valeurs démocratiques et a mis à mal l'État de droit. Nous avons fait preuve de grande lucidité et de clairvoyance en dénonçant le danger de l'alliance avec la N-VA dont, jusqu'il y a peu, le MR disait toute sa satisfaction et proposait de la reconduire au mépris de la volonté de l'immense majorité des francophones. On n'énumèrera pas toutes les preuves établissant que la N-VA est un parti infréquentable. Et, comme toujours avec ce genre de parti, le sordide confirme l'ignoble. La scandaleuse et répugnante affaire des prétendus visas humanitaires confirme qu'au sommet même de ce parti, des dirigeants sans scrupules n'hésitent pas à mener des politiques de discrimination. C'est le propre de l'extrême droite nationaliste que de privilégier l'identité d'un peuple au détriment de la fraternité et de l'égalité humaine. DÉFI porte plus que jamais la devise

universelle de la Révolution française comme fondement de son action politique. Alors oui, basta la N-VA. Ce pays a perdu suffisamment de temps sur le plan économique, social, environnemental et sa fierté collective est ternie à cause de cette alliance nauséabonde qu'a voulue le MR avec la N-VA.

Je mets en garde les électeurs. Qu'ils ne s'y trompent pas. Ceux qui aujourd'hui, déclarent « Plus jamais la N-VA » seront les premiers à se laisser tenter par ce choix d'alliance si préjudiciable dès lors que leurs ambitions personnelles seront assouvies. Heureusement qu'à l'été 2017, nous n'avons pas participé au coup de force contre les institutions qu'a voulu mener le président du CdH car inéluctablement la N-VA aurait fait son entrée au gouvernement bruxellois et la Région de Bruxelles aurait été malmenée et affaiblie. Les électeurs jugeront aussi la force de résistance qu'ont ou n'ont pas eue certains partis dans les moments les plus critiques. DÉFI ne s'est pas trompé et a toujours été du bon côté de l'histoire. Je le redis avec force. Si la N-VA devait être le premier parti dans le groupe linguistique néerlandais du gouvernement régional bruxellois, il faudra toute notre détermination pour forcer les partis francophones à ne pas succomber à la tentation de conclure un accord politique avec la N-VA. Il faudra l'isoler et choisir une coalition gouvernementale, du côté francophone, déterminée à empêcher la N-VA, de faire main-basse sur les institutions bruxelloises.

A cet égard, les calamiteuses déclarations de l'ancien président du CdH quant à la fusion des communes et des zones de police démontrent une nouvelle fois sa profonde ignorance de la réalité bruxelloise et de l'attente des Bruxelloises et des Bruxellois. Voudrait-il déjà donner des gages à la N-VA qu'il ne s'en serait pas pris autrement. Et les hésitations de son successeur comme les variations étonnantes du président du PS sont de mauvais augure. Quand donc les dirigeants de certains partis francophones apprendront-ils de leurs erreurs ? Car j'avoue qu'on en a marre. Marre d'entendre qu'il y aurait une incapacité des zones de police bruxelloises à faire face à quelque événement qui surviendrait à Bruxelles. Je rappelle deux faits qui diront toute la médiocrité de l'argumentation de ceux qui veulent faire croire à l'illusion de l'efficacité d'une éventuelle fusion des zones de police à Bruxelles. La nuit de la Saint-Sylvestre, 16 voitures ont été incendiées à Alost. C'est passé quasiment inaperçu au sud du pays. Avez-vous entendu les parangons de la fusion des zones de police s'exprimer à ce propos et commenter le fait que la ville d'Alost est une zone de police unicommunale, et affirmer dès lors que la police d'Alost est incapable de faire face à ce type d'événement ? Non, bien entendu. Pourquoi ? Parce que le bourgmestre d'Alost est N-VA et qu'évidemment, son incurie ne peut être dénoncée.

Deuxième fait, et je l'explique inlassablement à tous mes interlocuteurs, notamment les ambassadeurs qui me rencontrent. Quelle est la capitale en Europe qui est à ce point négligée par les services de la police nationale, fédérale en l'occurrence ? Il n'en est qu'une: Bruxelles. Sait-on que la police fédérale ne dispose, en tout temps, 24h sur 24, au mieux d'un demi-peloton soit 20 membres du personnel, pour faire face à tout événement subi dans la capitale de l'Europe ? C'est le résultat du démantèlement de la police fédérale mené depuis des années et accentué sous Charles Michel. En réalité, ce sont bien les zones de police bruxelloises qui font face, bien au-delà de leurs missions de police de proximité, à tous les événements majeurs qui se déroulent sur leur territoire. Ce n'est pas parce qu'un service de police n'a peut-être pas pris la mesure d'un risque pour une nuit de Saint-Sylvestre, qu'il faut remettre en cause toute l'architecture institutionnelle de Bruxelles alors qu'il ne s'agit que d'un prétexte pour nier Bruxelles comme région à part entière. Qu'on ne s'y trompe pas : la fusion des communes et des zones de police, ce n'est pas un gage d'efficacité, c'est l'étape préparatoire à la mise sous tutelle de Bruxelles par la Flandre, à savoir le projet confédéraliste de la N-VA. Oui, au lendemain du 26 mai, il faudra tenir tête aux visées confédéralistes des nationalistes flamands et de leurs alliés naturels, les ultra-régionalistes wallons ou bruxellois. Car il faudra redire avec force aux Wallons et aux Bruxellois que tout choix institutionnel qui affaiblit l'unité des francophones, déforce et la Wallonie et Bruxelles sur le plan économique, social et culturel. DÉFI rassemble les Wallons et les Bruxellois, alors que d'autres forces politiques veulent les diviser. DÉFI unit par le fédéralisme en veillant à la protection des minorités, alors que d'autres se laissent déjà aller au chant des sirènes du confédéralisme.

Oui, DÉFI veut un stop institutionnel pour une longue durée car il y a mieux à faire que de toujours subir le chantage des nationalistes du nord et des ultra-régionalistes du sud. Mais il faut rappeler aux Wallons et aux Bruxellois que si, aujourd'hui, notre État est incapable de répondre à des enjeux de portée mondiale, c'est que les réformes de l'État successives, que DÉFI a combattues au nom d'une saine conception du fédéralisme, ont conduit à un émiettement des compétences en dépit du bon sens. Oui, nous souhaitons qu'il y ait une évaluation de ces réformes de l'État pour repenser une architecture cohérente et efficace, mais nous savons que cela prendra du temps. Dès lors, nous voulons des solutions rapides et pragmatiques. On ne peut pas accepter que lorsque l'État, les régions ou les communautés ont pris des engagements internationaux, que l'Union européenne respecte également, une seule région ou une seule

communauté puisse faire obstacle au respect des engagements internationaux pris.

Lorsque l'État belge s'engage à respecter les obligations découlant de l'Accord de Paris, il n'est plus tolérable qu'un seul gouvernement, quel que soit - il se fait que c'est souvent le gouvernement flamand – empêche la traduction en actes concrets des objectifs de cet Accord. Il y a donc une urgence à revoir la manière dont l'État belge assume ses responsabilités sur la scène internationale en exécution des traités à tout le moins signés et dont une entité cherche à empêcher la parfaite exécution.

Le Conseil de l'Europe vient aussi de rappeler qu'il n'était pas tolérable que l'État belge reste en défaut de ratifier et d'appliquer la convention-cadre sur la protection des minorités nationales. Il en est de même pour d'autres conventions protectrices de droits fondamentaux. Avant de prétendre à assumer des responsabilités à la tête de cette importante organisation européenne qu'est le Conseil de l'Europe, un certain candidat, par ailleurs ministre des affaires étrangères, devrait d'abord faire respecter, par son allié préférentiel qu'est la N-VA, les exigences démocratiques de ce traité.

Chères amies, chers amis,

Un nombre croissant de Wallons et de Bruxellois reconnaissent que DÉFI est solide dans ses convictions et fiable dans ses engagements. Tout comme vous, je ressens la formidable attente de nombreux citoyens qui, loin de s'en remettre aux discours simplistes et dangereux des partis extrêmes et radicaux, espèrent que les responsables politiques retrouvent l'élan de l'enthousiasme collectif. Il n'y a pas de fatalité à subir la montée des extrémismes et des radicalismes en Europe. Mais il faut que les dirigeants européens reparlent de générosité, de justice, d'efficacité de la gestion publique, de protection des personnes, de la préservation de la terre, conditions essentielles de notre bonheur collectif. Trop de responsables européens ont perdu le sens de l'essentiel : parler au cœur des femmes et des hommes qui veulent être reconnus pour ce qu'elles et ils apportent à la vie sociale et vivre dans la dignité. Trop de politiques ont succombé au discours de l'impuissance en invoquant des contraintes qui échapperaient à leur pouvoir de décision. Cette perte de courage de trop nombreux décideurs politiques favorise la montée des exploiters de la peur et de l'ignorance.

DéFI affirme trois valeurs essentielles, fondements de ses engagements devant les électeurs pour le 26 mai prochain : honnêteté, solidarité et responsabilité.

Honnêteté car il ne peut pas y avoir d'adhésion des électeurs à l'action politique si leurs élus ne sont pas exemplaires, exigeants avec eux-mêmes et rigoureux dans la gestion publique. Cette exigence d'honnêteté, DéFI s'y identifie depuis longtemps. Il faut être impitoyable avec les mandataires qui fautent et les écarter de toute responsabilité. A cet égard, comment ne pas être révoltés quand on voit que près de deux ans après le changement de majorité au gouvernement wallon, les profiteurs du système ex-Publifin/Nethys sont toujours aux commandes, cherchent à intimider la presse libre et indépendante et poursuivent leurs intérêts personnels au détriment de l'intérêt général. Quelle honte. Je le répète : il n'y a qu'une seule manière de mettre fin à ce scandale, c'est de dissoudre l'intercommunale Enodia, ex-Publifin, et de transférer certaines de ses filiales à d'autres pouvoirs publics, ce qui préservera l'activité et l'emploi et mettra fin à l'emprise de la bande à Moreau qui avec la complicité du MR, du PS et du CdH continue à avoir les mains libres.

Solidarité : parce que les citoyens ne peuvent plus supporter à juste titre, les déséquilibres fondamentaux d'une société dominée par des choix de politique économique qui privilégient quelques-uns au détriment du plus grand nombre. Quand les démocrates oublient l'exigence de justice sociale, ils poussent les citoyens vers les extrêmes qui leur vantent des illusions, toujours annonciatrices des pires lendemains. Rétablir la justice sociale par une juste redistribution des richesses, par la garantie que la formation et la qualification permettent encore à l'immense majorité des gens d'avoir un projet de vie, par la qualité d'un cadre de vie protecteur de l'environnement, voilà les urgences politiques qui s'imposent aux démocrates de ce 21^e siècle. Pour combattre l'ultra-gauche communiste ou l'ultra-droite réactionnaire, il ne suffit pas de les dénoncer, il faut redonner de l'espoir aux citoyens honnêtes. DéFI a cette volonté.

Responsabilité : parce qu'il n'y a pas de société juste, équilibrée, respectueuse de chacun s'il n'y a pas une exigence de responsabilité. Le sens de la responsabilité s'acquiert par l'effort personnel et collectif car il n'y a pas de progrès de la société sans effort accepté et partagé par tous. Et les jeunes qui manifestent pour la protection de notre Terre, notre seul bien collectif, nous le rappellent avec justesse. A bien les écouter, ils ne se réfugient pas dans l'utopie de la négation du progrès mais ils ont la conscience de la nécessité de la responsabilité pour que le progrès reste le plus puissant levier de la protection de notre environnement. C'était déjà l'enseignement du Professeur Duvigneaud,

fondateur de l'écologie urbaine et de notre parti, car, bien avant d'autres, nous avons été à la pointe des combats contre les autoroutes de pénétration dans Bruxelles, contre le massacre de l'habitat au profit de quartiers de bureaux délaissés de toute vie sociale. En voulant une région à part entière pour Bruxelles, nous étions les pionniers d'une écologie politique car nous voulions que les Bruxellois se réapproprient leur ville, la qualité de vie en ville et, en définitive, s'opposent à tous ceux qui veulent transformer Bruxelles en une sorte de Washington DC. Le FDF d'hier et DÉFI d'aujourd'hui sont les pionniers d'une autre manière de vivre la ville. C'est avec Didier Gosuin, ministre de l'Environnement, qu'une vraie ambition environnementale a été portée et notre combat, jamais pris en défaut, contre le survol abusif de Bruxelles en est la plus belle illustration. Faut-il rappeler que pendant 10 ans, une ministre Ecolo au gouvernement bruxellois a abandonné toute exigence de paiement des astreintes par les compagnies aériennes qui violent l'arrêté Gosuin ? Quand je dis que DÉFI est fiable dans ses engagements, nous le prouvons.

Mesdames, Messieurs, chères amies, chers amis,

Nos propositions sont fortes en vue des élections du 26 mai :

- DÉFI veut garantir un revenu décent à tous les citoyens car sans revenu décent, il n'y a pas de dignité humaine. Voilà pourquoi nous voulons exonérer les premiers quelque 13.700 euros de revenus de tout impôt. C'est une exigence d'équité et aucun revenu de remplacement, quel que soit le régime de sécurité sociale concerné, ne peut être inférieur à ce montant. Sans un minimum de revenu pour vivre, une femme, un homme bascule dans la précarité et la pauvreté et leurs enfants en souffrent.
- DÉFI rétablira la justice fiscale entre les revenus du travail et les revenus du patrimoine. Ce meilleur équilibre permettra d'augmenter de manière substantielle le montant des revenus nets en poche pour un très grand nombre de citoyens. Nous refusons la chimère idéologique de l'impôt sur le capital qui ne frappera en définitive que les propriétaires d'un patrimoine captif, c'est-à-dire essentiellement immobilier, et affaiblira la capacité contributive de celles et de ceux qui devraient contribuer de manière plus juste à l'impôt. Par contre, la capacité contributive doit être déterminée en fonction du montant des revenus et non de leur origine. C'est une question de justice élémentaire.

- DÉFI n'accepte pas que les États s'inclinent devant les montages des grands groupes financiers et économiques dont les bénéficiaires échappent quasiment à tout impôt. C'est insupportable et l'impuissance de l'État à préserver l'égalité de tous devant l'impôt renforce le rejet, voire la haine, du politique par les citoyens. L'économiste Bruno Colmant a raison de dire que la fiscalité de demain est celle qui taxera les flux financiers et donc sera perçue, là où la richesse est générée, plutôt que sur la destination finale des bénéficiaires escomptés. Nous nous inspirons largement de son travail de réflexion pour une fiscalité qui soutienne l'activité économique, tout en veillant à assumer le financement des besoins de la collectivité.
- La formation est au cœur de notre politique de l'emploi car c'est la seule richesse et la vraie mesure du progrès pour l'immense majorité des citoyens. On ne peut davantage admettre que l'enseignement francophone reste à la traîne dans les classements internationaux. Il faut réinventer l'école pour qu'elle redonne aux enfants et aux jeunes l'envie d'apprendre, de se dépasser, d'être critiques, d'avoir cette exigence de l'effort reconnu, qui donne une fierté si motivante. Mais aucune réussite pédagogique n'est possible sans une exigence de haute qualification des enseignants. C'est notre priorité absolue. Il y a des enseignants remarquables, qui sont connaisseurs de l'importance de leur métier et se donnent sans compter. Mais ayons l'honnêteté de reconnaître qu'arrivent parfois dans nos écoles des enseignants insuffisamment formés ou peu exigeants. Qui plus est, les plus jeunes sont envoyés dans des classes ou écoles où leur manque d'expérience ne leur permet pas de faire face à certaines situations, au point de les démotiver et de les amener à quitter le métier. Quel gâchis ! Les responsables politiques qui feignent de l'ignorer trahissent la confiance de ces jeunes enseignants. C'est une des causes de la pénurie des enseignants en Fédération Wallonie-Bruxelles. Il est temps de revoir fondamentalement la formation de nos enseignants et de leur donner les moyens de persévérer dans leur motivation première.

DÉFI fait de la qualité de l'enseignement, de la qualification des jeunes et de tous, tout au long de la carrière, sa grande priorité politique car, à bien y réfléchir, les enjeux environnementaux ne pourront pas être rencontrés s'il n'y a pas la capacité intellectuelle à concevoir l'avenir de la planète, de notre environnement et de la qualité de vie, par un esprit critique, ouvert, formé aux connaissances les plus pointues. La première exigence écologique est de faire reculer l'ignorance. C'est pourquoi DÉFI est l'authentique défenseur de l'écologie de l'esprit, car nous avons la conviction que seules les aptitudes humaines portées à l'excellence

peuvent faire face à tous les dangers. C'est l'abrutissement des femmes et des hommes par la communication et la publicité de masse qui les amènent à accepter des comportements répétitifs, grégaires.

DéFI sera donc à la pointe de cette écologie de l'esprit pour refuser toute forme de régression, de soumission à des nouveaux modes de vie qui seraient dictés par une pensée unique parfois très éloignée de l'analyse critique nécessaire à la véritable protection de l'environnement.

Mesdames, Messieurs, chères amies, chers amis,

Je vous invite tous, vous les candidats, les membres et sympathisants, à donner le meilleur de vous-mêmes pour aller dire ce qui est vrai, ce qui est juste, ce qui est nécessaire, pour que nos régions, notre pays et notre Europe restent porteurs d'un projet d'harmonie, de confiance et de respect de l'humanité. Quand les temps sont incertains et que les menaces sont nombreuses, celles et ceux qui croient en l'avenir de l'humanité n'ont pas d'autre choix que de se dresser, de dénoncer les imposteurs et les affabulateurs, de dire que la dignité humaine est au cœur de toutes les politiques car c'est l'exigence première pour que tous les autres enjeux, aussi préoccupants soient-ils, puissent être assumés avec responsabilité. DéFI est un parti profondément européen, mais il ne suffit pas de dire « Vive l'Europe de la paix » pour qu'elle s'affirme. L'Europe n'est protectrice de ses citoyens que si elle a l'ambition d'affirmer son indépendance face à des puissances hostiles à ses valeurs et intérêts. L'Europe est un recours pour toutes les nations qui refusent les rapports de force entre États rivaux. L'ordre mondial a besoin de l'Europe.

Oui, DéFI parlera ce langage de la vérité et confirmera ce qui le distingue des partis qui exploitent les peurs et donnent de fausses solutions. La liberté n'est pas un acquis, c'est un effort permanent. Il n'y a pas de liberté sans indépendance. Voilà pourquoi DéFI est avec les citoyens solidaires et responsables pour l'indépendance et la liberté de l'Europe, de ses peuples, de ses citoyens.